

## Jean-René Fournier en a ras-le-bol

CONSEIL DES ETATS



Le ciel valaisan pourrait bien attendre avant de voir et d'entendre le Gripen si cher à Ueli Maurer.  
BITTEL/A

### Gripen en difficulté.

Le Gripen ne vole pas encore dans le ciel valaisan. Et l'incertitude ne vient pour une fois pas de la gauche. Si le Conseil des Etats a accepté mardi le crédit pour l'achat de 22 avions suédois par 22 voix contre 20, il n'a pas en revanche levé le frein aux dépenses, ce qui aurait permis de libérer les 3,126 milliards nécessaires. Il eût fallu qu'au moins 24 sénateurs votent oui. Or, il ne s'en est trouvé que 23. Plusieurs conseillers aux Etats de droite ont donc refusé la levée du frein. Le Valaisan Jean-René Fournier, pourtant chaud partisan de l'achat de l'avion, absent, n'a pas participé au vote. *"J'avais prévenu le bureau du Conseil des Etats de mon absence pour des raisons professionnelles, il y a déjà plusieurs semaines. Je n'ai donc pas esquivé le vote délibérément. Si j'avais dû me prononcer, je me serais probablement abstenu ou aurais dit non"*, explique-t-il.

### On se moque du Valais

En juillet 2012, le Conseil d'Etat valaisan a transmis une étude de l'EPFL sur les nuisances militaires de l'aérodrome de Sion. *"Le Conseil fédéral n'a même pas accusé réception. Une attitude hautaine envers le Valais, totalement inacceptable"*, réagit Jean-René Fournier. *"Cela suffit maintenant. Lex Weber, révision de la LAT défavorable au Valais et mépris des intérêts des riverains de l'aérodrome et des habitants de la région de Sion, le Valais n'en peut plus. La votation de dimanche a changé la donne. Pour le moment, je réserve mon vote. Il faut que le Conseil fédéral entre en matière sur les exigences du canton et de la commune de Sion en ce qui concerne le bruit et la fréquence des vols. Nous exigeons un retour à la situation de 2001. Or, les Gripen font plus de bruit que les Tiger actuels et les militaires ont prévu d'augmenter le nombre de vols."*

### Partage plus équitable des retombées

Le sénateur valaisan se défend d'avoir recours au chantage: *"Les milieux militaires m'accusent d'avoir tourné casaque. Je reste pourtant attaché à l'acquisition d'un nouvel avion de combat nécessaire à la sécurité du pays. Mais, je ne peux pas accepter la manière dont on traite le Valais. Je vais donc poursuivre le combat. Et je dispose d'armes dont le conseiller fédéral Maurer hésitera à voir l'efficacité. Pour avoir mon accord, il faudra que le Département militaire entre en matière sur la situation valaisanne, mais aussi qu'il respecte la clef de répartition des retombées économiques qu'il a promise. Au départ, il s'agissait de 65% à la Suisse alémanique, de 30% à la*

*Suisse romande et de 5% au Tessin. Nous en sommes à 90% en Suisse alémanique, 10% en Suisse romande. Pire, quasi l'entier reviendra à deux entreprises, Ruag et Saab Suisse, ou l'art de se donner du travail à soi-même. Je dis stop même si cela retarde l'acquisition du nouvel avion. Il existe des solutions transitoires de location d'appareils ou de remise à jour des Tiger qui volent encore aux Etats-Unis. Ueli Maurer ne maîtrise pas le dossier. Je tends une perche, à lui de la saisir", conclut le conseiller d'Etat valaisan.*

## **Au peuple de décider**

Peut-être que les opposants à l'achat du tout nouvel avion militaire arriveront à empêcher une telle acquisition au Parlement déjà.

S'ils n'y parviennent pas, il leur restera le référendum facultatif. La gauche a promis de se mobiliser. Le peuple aura donc vraisemblablement le dernier mot.

*Par PIERRE MAYORAZ*